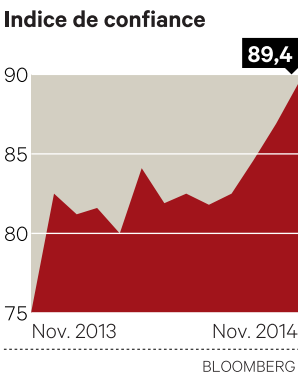


# MONDE

## en chiffres

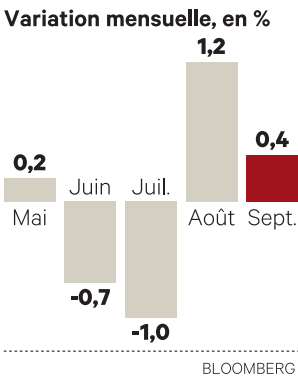
### PROGRESSION PLUS FORTE QUE PRÉVUE DU MORAL DES MÉNAGES AUX ÉTATS-UNIS

Le moral des ménages américains a progressé plus que prévu en novembre, selon la première estimation de l'indicateur de l'Université du Michigan publiée vendredi. L'indicateur s'est établi à 89,4 gagnant 2,5 points par rapport aux 86,9 d'octobre.



### STAGNATION DES VENTES DE DÉTAIL AU BRÉSIL

Les ventes de détail au Brésil ont progressé à un rythme très ralenti en septembre, à 0,4 % par rapport au mois précédent, contre 1,2 % au mois d'août, selon des données divulguées vendredi par l'agence nationale des statistiques. Ce qui indiquerait une consommation des ménages quasiment à l'arrêt, selon les économistes.



### 1,7 %

#### DE HAUSSE DU PIB GREC

Après six années de récession, la Grèce a recouvré le chemin d'une (faible) croissance, avec deux trimestres consécutifs de hausse du PIB : 0,4 % au deuxième trimestre et 1,7 % au troisième, selon les données brutes divulguées vendredi par Elstat.

## SOMMET DU G20 DE BRISBANE

# G20 : Poutine tancé sur l'Ukraine

- Sous la pression des Anglo-Saxons, Vladimir Poutine écourte sa présence.
- François Hollande ne répond pas à l'ultimatum russe sur le Mistral.

Richard Hiault  
rhiault@lesechos.fr

Tension palpable. Les rododontades de Vladimir Poutine qui avait envoyé 4 navires de guerre au large des côtes australiennes quelques jours avant la tenue du sommet du G20 de Brisbane n'auront pas empêché les leaders anglo-saxons de le tancer à propos de la crise en Ukraine, bien au contraire. Les récents développements dans ce pays européen de l'Est avec les nouveaux bruits de bottes ont exacerbé le climat. La pression a été suffisamment forte pour déclencher un mouvement d'humeur du président russe qui a quitté le sommet avant le déjeuner de clôture, hier. Officiellement pour des besoins de sommeil... « Pour aller d'ici à Vladivostok, il faut neuf heures d'avion, et encore neuf heures pour faire Vladivostok-Moscou. Ensuite, nous devons rentrer à la maison. Nous avons besoin de dormir au moins quatre ou cinq heures », a-t-il déclaré.

### Nouvelles sanctions européennes à l'étude contre la Russie.

Dès vendredi, le Premier ministre australien Tony Abbott, l'avait accusé d'être un agresseur de l'Ukraine et de vouloir restaurer la « gloire perdue du tsarisme ». Samedi, son homologue canadien, Stephen Harper, a lancé : « J'imagine que je vais vous serrer la main, mais je n'ai qu'une seule chose à vous dire : vous devez sortir d'Ukraine. » Ce à quoi Vladimir Poutine a répliqué : « C'est impossible puisque les Russes n'y sont pas. » Hier, à l'issue du sommet, le président américain, Barack Obama, a estimé que si Vladimir Poutine « continuait [...] à violer le droit international [...], l'isolement que la Russie

connaît actuellement se poursuivra ». « Je pense que ce qui a été bon durant ce G20, c'est qu'un message très clair a été transmis par les pays de l'Union européenne et par l'Amérique à la Russie », a ajouté le Premier ministre britannique, David Cameron.

#### Crise diplomatique

François Hollande, de son côté, a rencontré en marge du sommet le dirigeant russe. Sans évoquer officiellement la question de la livraison des porte-hélicoptères Mistral. « Je prendrai ma décision en dehors de toute pression, d'où qu'elle vienne, [...] selon les intérêts de la France et mon appréciation de la situation », a-t-il indiqué à l'issue de la réunion alors que, selon l'agence de presse russe Ria Novosti, Moscou aurait donné à Paris jusqu'à la fin du mois pour livrer le premier navire, faute de quoi la Russie formulera « d'importantes réclamations » financières. A l'instar de Nicolas Sarkozy samedi, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a estimé hier sur France 3 que la France « devra livrer » les navires. « La France est dans une double attitude, de fermeté quand il y a des manquements au droit international [...], et dans une attitude de dialogue, a justifié François Hollande. S'il n'y a pas de gestes, de signaux [...], alors, la France aura à prendre de nouvelles décisions, mais ce n'est pas son intention. »

La crise diplomatique a donc quelque peu pris le pas sur les réflexions économiques, même si les échanges sur l'évasion fiscale ont été riches (lire ci-dessous). « En tant que vétéran du G20, je peux vous dire que c'est toujours comme cela », a réagi la directrice générale du FMI, Christine Lagarde. L'Ukraine va continuer de focaliser l'attention aujourd'hui, avec la réunion des ministres des Affaires étrangères européens (lire page 10), où l'éventualité de nouvelles sanctions contre la Russie sera débattue. ■



Le président français, François Hollande, (à gauche), a rencontré en marge du sommet du G20 le dirigeant russe, Vladimir Poutine. Photo Alain Jacard/AFP

« J'imagine que je vais vous serrer la main, mais je n'ai qu'une seule chose à vous dire : vous devez sortir d'Ukraine. »

STEPHEN HARPER  
Premier ministre canadien

« Aujourd'hui, la situation (en Ukraine) a de bonnes chances de se résoudre, même si cela peut paraître étrange [...] »

VLADIMIR POUTINE  
Président de la Russie

« La France est dans une double attitude, de fermeté quand il y a des manquements au droit international [...] et dans une attitude de dialogue. »

FRANÇOIS HOLLANDE  
Président de la République française

## Les principaux engagements du sommet

Croissance, régulation financière, climat, santé : le G20 a pris de nombreux engagements.

#### ● CROISSANCE

Le G20 s'engage à relever de 2 % la croissance d'ici à cinq ans comme prévu. Selon les calculs du FMI et de l'OCDE, les mesures envisagées permettraient même d'atteindre 2,1 %. Une initiative globale sur les infrastructures, programme pluriannuel destiné à améliorer la qualité des investissements privés et public dans le domaine est lancé. Un hub spécial est même créé pour repérer et réconcilier les projets avec les investisseurs (gouvernements, groupes privés et banques de développement). Les leaders se sont entendus pour faciliter les financements à long terme sur les marchés y compris en ayant recours à une « titrisation transparente, en particulier pour les PME ».

#### ● RÉGULATION FINANCIÈRE

Le G20 salue les réformes en cours dans le secteur bancaire, notamment celles proposées par le conseil de stabilité financière (FSB) pour imposer des règles de capital plus strictes pour les banques mondiales d'importance systémiques (voir pages 31 et 32). « Des travaux essentiels restent à conduire pour bâtir un système financier plus robuste et plus solide. » Un chantier qui concerne essentiellement la banque parallèle (« shadow banking »).

#### ● ÉNERGIE

Le G20 veut une coopération renforcée dans le secteur de l'énergie, dont les modalités seront définies en 2015, pour garantir des marchés énergétiques plus stables, alors que le prix du pétrole évolue actuellement très bas, à des niveaux inédits depuis 2010. Le G20 veut aussi améliorer le fonctionnement du marché du gaz.

#### ● CLIMAT

Alors que la France accueille l'an prochain la conférence sur le climat, le G20, en dépit des réticences australiennes, promet une « action forte et efficace ». « Nous réaffirmons notre soutien à la mobilisation de moyens financiers pour l'adaptation (des pays victimes des changements climatiques), tel le Fonds vert » des Nations unies, destiné à aider les pays pauvres les plus exposés.

#### ● FMI

Le G20 juge urgent la ratification avant la fin de l'année, par le Congrès des États-Unis, de la réforme adoptée en 2010 pour permettre une meilleure représentation des pays émergents dans la conduite de la politique de l'institution multilatérale. Faute de quoi, le FMI réfléchira à d'autres « options » pour débloquer le dossier.

#### ● VIRUS EBOLA

Le G20 promet de faire « tout ce qu'il peut » contre l'épidémie. — R. H.

# Notables avancées contre la fraude et l'optimisation fiscales

### Le rescrit fiscal et le régime des « patent boxes » ont été au centre des discussions du G20 de Brisbane.

« Je voudrais un système d'échange automatique d'informations entre nous sur le rescrit fiscal. J'ai mandaté le commissaire en charge de la fiscalité de préparer une directive sur cela au niveau européen et je voudrais que le G20 nous supporte. » Le tout nouveau président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, en pleine affaire « LuxLeaks » a planté le décor hier après la fin du G20 de Brisbane sur la lutte contre la fraude et l'optimisation fiscales.

Il est vrai que le sommet du G20 a permis de constater des avancées notables sur ce sujet épineux. Dans leur communiqué, les chefs d'Etat et de gouvernement reconnaissent que « les profits devraient être taxés là où les activités économiques profitables

sont réalisées et là où la valeur est créée ». Aussi se montrent-ils satisfaits des travaux engagés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sur le plan de l'optimisation fiscale agressive des multinationales. Le plan d'action BEPS (« base erosion and profit shifting ») en 15 points, dévoilé mi-septembre par l'Organisation et dont les travaux s'étendent jusqu'en 2015, a été endossé.

Après le scandale des accords de rescrits fiscaux (« tax ruling ») passés entre le Luxembourg et 340 multinationales, dont Apple, Amazon et Ikea, pour minimiser leurs impôts, le G20 a clairement indiqué vouloir achever le chantier BEPS en « 2015, y compris (en parvenant à) la transparence sur les rescrits fiscaux considérés comme des pratiques néfastes ». Ce ne fut pas sans mal, la mention spécifique du rescrit fiscal ayant donné lieu à débats et revirements au cours

du week-end. Une avancée a même été permise sur le régime fiscal des boîtes à brevets (« patent boxes »). Ce qui n'était pas gagné d'avance par rapport à l'opposition manifestée par certains lors de la réunion des ministres des Finances du G20 de Cairns le 21 septembre. Le Royaume-Uni, soutenu par les Pays-Bas, l'Espagne et le Luxembourg, renâclait à mettre fin à leur politique de soutien consistant à faciliter la localisation sur leur sol des revenus issus de la propriété intellectuelle en contrepartie d'avantages fiscaux.

#### Echange d'informations

Mais, devant la pression des États-Unis, de la France et de l'Allemagne, Londres a mis un peu d'eau dans son vin. La semaine dernière, l'accord de compromis conclu entre Londres et Berlin sur le sujet a permis de débloquer la situation. Selon ce compromis, les allègements fiscaux prévus

par les « patent boxes » anglaises seront limités aux revenus de propriété intellectuelle découlant d'activités de recherche et de développement (R&D) exercées par la société anglaise elle-même. Les dépenses effectuées dans un pays tiers ne pourront bénéficier de l'avantage fiscal qu'à hauteur de 30 %. Néanmoins, le système de « patent box » anglais actuel reste disponible jusqu'en juin 2016 pour les nouveaux entrants et les sociétés qui en profitent déjà pourront continuer d'en bénéficier jusqu'en juin 2021. Il s'agit de « s'assurer qu'il y a bien une réalité économique dans le pays qui accorde les avantages », indiquait le communiqué du ministère des Finances allemand. Le G20 de Brisbane a pu étudier cet accord qui sera présenté dès cette semaine aux autres membres de l'OCDE et pourrait être soumis à l'approbation des pays du G20 en janvier.

L'autre avancée du G20 attendue concerne la généralisation de l'échange automatique d'informations à des fins fiscales, dont la convention multilatérale élaborée par l'OCDE a été adoptée, fin octobre à Berlin, par une cinquantaine de pays (« Les Echos » du 30 octobre). Les leaders du G20 ont promis de le mettre en place dès 2017, ou 2018 au plus tard. Ils se sont engagés aussi à aider les pays en développement à bâtir leur administration fiscale afin qu'ils puissent adhérer au mouvement. Malgré ces efforts, les ONG se sont montrées déçues hier. « Sur la lutte contre l'évasion fiscale et la corruption, les dirigeants du G20 ont manqué d'audace sur la dernière ligne droite. Ils se sont arrêtés au milieu du gué », a déploré l'ONG One. « Le G20 reconnaît les failles du système financier, mais ignore les vraies solutions », a renchéri Financial Transparency Coalition. — R. H.